

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 21 - 24 octobre 1996

PROJETS D'INTERVENTION PROLONGÉE EN FAVEUR DE RÉFUGIÉS ET DE PERSONNES DÉPLACÉES SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Point 9 a) de l'ordre du
jour**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/96/9-A/Add.1
9 septembre 1996
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJECT CAMBODGE

(WIS No.00548303)

Programme de relèvement

Durée du projet	18 mois
Coût total pour le PAM	37 576 111 dollars
Coût total estimatif	37 792 611 dollars
Nombre de bénéficiaires	1 710 000

Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE À L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen et approbation.

Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.

Les fonctionnaires du PAM responsables de ce document sont les suivants:

Directeur régional: J. Schulthes tel.: 5228-2209

Chargé des opérations: R. Huss tel.: 5228-2358

Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).

GENERALITES¹

1. Dans un passé récent, rares sont les pays qui ont subi autant de pertes de vies humaines et un tel anéantissement des infrastructures économiques et sociales que le Cambodge. Le conflit régional, la guerre civile et les ravages commis par le régime Khmer Rouge dans les années 70 ont entraîné la mort de probablement plus de 15 pour cent de la population cambodgienne. Si des moyens de subsistance de base ont été rétablis vers 1982 grâce à des apports massifs de secours d'urgence, l'embargo économique et la poursuite du conflit dans les années 80 ont exclu toute entreprise appréciable de reconstruction et de développement. Avec la signature des accords de paix de Paris en 1991, et à la suite des élections démocratiques tenues en mai 1993, le Gouvernement royal du Cambodge a été rétabli, ce qui a permis de lancer un effort massif de reconstruction.
2. Avec un produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant de 220 dollars, le Cambodge demeure l'un des pays les plus pauvres du monde. Dans les zones rurales, où vivent plus de 85 pour cent de la population, les infrastructures de base, comme les routes, les réseaux d'irrigation et l'approvisionnement en eau potable, sont encore dans un état critique de sous-développement ou de dégradation. La productivité agricole souffre d'une profonde dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale, sujette elle-même aux caprices du climat. À peine trois pour cent de la production totale de paddy provient de terres intégralement irriguées. La majorité des agriculteurs rentrent une seule récolte par an, avec un rendement moyen pour 1995/96 de 1,75 tonne de paddy à l'hectare. Seuls 36 pour cent de la population rurale ont accès à l'eau potable, tandis que dans les villages, les services sanitaires sont pratiquement inexistantes. Parmi les maladies infectieuses, la tuberculose est la première cause de mortalité, elle tue chaque année plus d'adultes que la malaria et les autres maladies tropicales combinées, et près de 1 000 enfants.
3. L'une des principales contraintes à l'action de relèvement tient aux mines antipersonnel. On estime que six à 10 millions de mines sont encore dispersées dans les sols, ce qui ferme l'accès à une superficie d'environ 3 200 kilomètres carrés, en majeure partie des terres agricoles fertiles. Jusqu'à un tiers de la superficie cultivée avant que la guerre n'éclate en 1970 est aujourd'hui en friche. Malgré les actions de sensibilisation, les mines font plus de 300 nouvelles victimes chaque mois. Un Cambodgien sur 236 est mutilé à la suite d'explosions de mines.
4. Une mission FAO/PAM d'évaluation des cultures et des disponibilités alimentaires effectuée au début de 1996 a conclu qu'environ 1,56 million de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire pendant une durée moyenne de trois mois en 1996. Dans l'hypothèse où la tendance positive qui s'est dessinée récemment dans la production de riz se poursuivrait, les besoins devraient diminuer en 1997, un effectif total de 1,14 million de personnes ayant alors besoin d'une aide pendant une durée moyenne de deux mois et demi. Pour le premier semestre 1998, les besoins mensuels moyens devraient rester au même niveau qu'en 1997. Ainsi, 1,71 million de Cambodgiens auront besoin d'une aide alimentaire au cours de la période comprise entre janvier 1997 et juin 1998, aide qu'il est proposé d'apporter dans le cadre du projet d'intervention prolongée en faveur de réfugiés et de personnes déplacées (IPR) 5483 (Élarg.3). Jusqu'à 75 pour cent des produits

¹ Des informations plus détaillées sont données dans le SSP établi par le PAM pour le Cambodge et dont le Conseil d'administration est saisi à la présente session.

alimentaires seront distribués pour appuyer des actions communautaires de relèvement des infrastructures rurales.

MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

5. Le Ministère du développement rural (MDR) a été créé en 1994. Il agit en tant qu'autorité gouvernementale chargée de coordonner l'ensemble de l'aide apportée par le PAM. Un mémorandum d'accord a été signé à cet effet en mars 1996.
6. Le MDR ne dispose pas encore de la pleine capacité institutionnelle qui lui permettrait d'exercer la maîtrise directe des activités qui composent le programme du PAM. Toutefois, en 1996 des agents provinciaux du MDR seront formés pour qu'ils puissent prendre le relais de l'exécution et du suivi des activités. Le PAM apportera un appui matériel pour faciliter leur tâche dans une période de transition. Il s'agit là d'une action à moyen terme. Pour l'heure, le PAM s'appuiera, comme précédemment, sur les services assurés par la Croix Rouge cambodgienne (CRC) et d'autres ONG, les autres organismes du système des Nations Unies et les départements ministériels pour mener à bien les divers aspects de l'exécution du projet.
7. Les capacités cambodgiennes, en ce qui concerne le déminage, s'améliorent. Cette activité est coordonnée par le Centre cambodgien d'action contre les mines (CMAC) avec lequel collaborent plusieurs ONG internationales: Mines Advisory Group (MAG), HALO Trust, Coopération Française d'Assistance Spécialisée (COFRAS) et Aide populaire norvégienne (NPA). Le travail de déminage est très dangereux; les progrès sont inévitablement lents, et en partie anéantis par la pose de nouvelles mines par les parties combattantes, qui provoque de nouveaux déplacements de personnes.
8. En 1994, le Ministre de la santé, avec l'appui de l'OMS, a lancé un programme de lutte antituberculeuse qui a déjà obtenu des résultats encourageants. L'action à l'échelon des provinces et des districts est menée dans les hôpitaux locaux, qui posent le diagnostic et traitent les patients. Le nombre des cas traités s'accroît de près de 10 pour cent chaque année et devrait atteindre 18 000 d'ici à la fin de 1996. Le taux de guérison a dépassé 80 pour cent en 1995. Un appui additionnel est nécessaire pour préserver la dynamique de cette action.
9. Le gouvernement prend progressivement plus de responsabilités dans l'aide apportée aux groupes vulnérables de la population. Toutefois, ses ressources financières et humaines restent insuffisantes pour les temps à venir. Une aide extérieure sera nécessaire pour répondre à la plupart des besoins en 1997-1998.

EVALUATION PAR LE PAM

10. L'un des principaux facteurs qui ont déterminé le succès du programme du PAM au Cambodge est sa capacité de diriger l'aide vers les communes les plus vulnérables, dans l'ensemble du pays. Depuis 1993, le PAM cartographie la pauvreté afin d'identifier les zones où une aide alimentaire est nécessaire.
11. Pour obtenir une image globale des localités frappées par l'insécurité alimentaire, il faut passer par plusieurs étapes. Les données provenant de plus de 1 300 rapports agricoles établis à l'échelon des communes dans 15 des provinces les plus peuplées sont compilées

et saisies dans un fichier de la base de données, ce qui permet d'établir un profil détaillé de la récolte estimative de riz pour l'année. Une enquête indépendante et détaillée est ensuite effectuée en partenariat avec la FAO; cette enquête permet de recouper les données des échantillons, en les comparant aux données agricoles fournies dans les rapports. Cette étape est suivie par une évaluation communautaire, fondée sur la technique de l'évaluation rurale rapide qui fait appel à l'observation directe et à des entretiens dans les villages en ce qui concerne les sources de revenu, l'endettement, la disponibilité de bétail et autres biens, et le niveau de vie actuel des familles. Les ONG qui sont actives dans les communautés communiquent par ailleurs au PAM leurs observations en ce qui concerne les pénuries alimentaires.

12. Pour s'assurer que les points de vue des femmes en matière de sécurité alimentaire soient pris en compte dans les activités du PAM, le bureau de pays a établi des relations de collaboration avec les directions de l'information et de la formation du Ministère de la condition féminine. A ce titre, un travail conjoint de classification de la vulnérabilité dans les subdivisions administratives de 16 provinces a été entrepris, avec le concours de représentantes de districts de l'Association des femmes khmères, et une collaboration est en cours avec les personnels du ministère en vue d'actions de formation pour l'alphabétisation. Dans le cadre du plan régional de renforcement de l'action du PAM au profit des femmes, une série d'ateliers de sensibilisation aux sexospécificités est actuellement organisée à l'intention des agents de suivi du PAM.
13. Le suivi de la localisation et de la vulnérabilité des personnes déplacées et des rapatriés est l'une des responsabilités permanentes du PAM. L'estimation de l'effectif de ces populations et le suivi de leur lieu actuel de résidence sont assurés pour qu'elles soient incluses parmi les communes cibles. Le PAM suit en permanence les populations à risque, et s'adapte aux changements quand il s'en produit.
14. Une liste des communes cibles a ainsi été établie, afin de guider le ciblage géographique des activités du PAM. La base de données est reliée au système d'information géographique (cartographie SIG), lequel permet de pointer avec précision les communes vulnérables et de fournir des données démographiques et autres informations indispensables.
15. L'enquête réalisée à l'issue de la récolte de saison humide en décembre 1995 a confirmé que pour la première fois depuis bien des années, le Cambodge pouvait escompter un excédent national de riz. La mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires a estimé cet excédent à environ 139 000 tonnes. Toutefois, la mission a fait valoir que des zones d'une étendue considérable restaient déficitaires même dans les années exceptionnellement bonnes. Elle a par ailleurs confirmé que le transport d'éventuels excédents était rendu extrêmement difficile par l'inadéquation du système de commercialisation et par les difficultés physiques de transport. Même si du riz pouvait être acheminé vers les zones déficitaires, la plupart des personnes vulnérables, du fait de leur pouvoir d'achat limité, continueraient d'avoir besoin d'une aide.
16. La liste des communes cibles établie par le PAM pour 1996 compte 391 communes (à raison de huit villages en moyenne par commune). Cela correspond à 29 pour cent de la totalité des communes des provinces couvertes par l'enquête. La cartographie de la pauvreté, pour cette année, a donc confirmé que même si une récolte exceptionnellement bonne avait grandement réduit leur nombre, des centaines de villages continuaient de souffrir de la pauvreté et des problèmes liés à l'insécurité alimentaire. En outre, il est nécessaire d'apporter une assistance à plus de 300 000 personnes qui ont à plusieurs reprises été déplacées et ont subi des pertes du fait des activités des Khmers Rouges, ainsi

qu'à 50 000 rapatriés qui n'ont pas encore retrouvé les moyens d'assurer pleinement la subsistance de leur famille.

17. Le gouvernement a entrepris d'occuper les soldats démobilisés et les transfuges des Khmers Rouges à des occupations civiles productives. Les effectifs sont encore modestes. Mais une fois venue la fin des combats, un nombre appréciable de personnes devront recevoir une assistance immédiate pour parer à la reprise des troubles. Il est actuellement impossible de prédire à quel rythme cela se produira, ni quels seront les effectifs concernés. Toutefois il convient de se préparer à lancer rapidement les activités appropriées quand le besoin s'en fera sentir.

ASPECTS NUTRITIONNELS

18. Une nutrition médiocre est notoirement l'un des facteurs expliquant les taux élevés de morbidité et de mortalité au Cambodge. La malnutrition frappe un pourcentage significatif de la population, qui souffre d'une sous-alimentation saisonnière ou chronique, de l'accès limité aux soins de santé, du manque d'eau potable, et de pratiques alimentaires et sanitaires médiocres.
19. La sécurité alimentaire d'environ 1,2 million de familles cambodgiennes vivant en zones rurales dépend principalement de leur activité agricole, de la pêche et de la cueillette. L'alimentation repose principalement sur le riz, le poisson et les légumes verts. La sécurité alimentaire est mesurée par rapport aux quantités de riz disponibles. Actuellement, le riz représente 68 pour cent de l'apport énergétique total. Mais la riziculture est principalement pluviale, donc fortement tributaire des conditions climatiques, et par conséquent représente une source principale d'approvisionnement vivrier extrêmement précaire. La diversification des activités agricoles est souhaitable, mais difficile à réaliser, principalement en raison du manque d'eau et d'une mauvaise gestion des ressources hydriques ainsi que du manque de moyens de production.

QUESTIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT

20. L'objectif premier de l'opération est d'améliorer les disponibilités alimentaires des groupes cibles vulnérables en période de besoins aigus. Chaque fois que possible, des vivres seront distribués dans le cadre de projets communautaires de relèvement. On applique une approche participative, les chefs de file communautaires et les villageois étant encouragés à définir eux-mêmes leurs priorités. Il est prévu qu'environ les trois quarts du volume total de l'aide seront distribués dans le cadre d'activités vivres-contre-travail.
21. Cette approche a été suivie de plus en plus fréquemment dans les phases antérieures de l'opération Cambodge. Tous les partenaires d'exécution du PAM connaissent bien ce concept, qui a été pleinement accepté par les bénéficiaires. L'expérience montre que les activités vivres-contre-travail et les plans de crédit à base communautaire génèrent un sentiment de maîtrise du développement. L'entretien des infrastructures et la durabilité à long terme sont ainsi plus sûrement acquis.
22. Il s'est confirmé qu'il était nécessaire d'apporter un soutien technique important aux projets vivres-contre-travail. Avec le temps, celui-ci devrait être assuré par les organes de contrepartie du gouvernement. Toutefois, vu la situation actuelle, le PAM devra faire appel aux donateurs pour qu'ils fournissent les apports correspondants.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM ET INDICATEURS CORRESPONDANTS

23. L'objectif premier du programme est d'assurer la sécurité alimentaire des ménages dans les zones rurales pauvres sélectionnées, principalement en mettant l'aide alimentaire au service d'activités de relèvement. Des plans de crédit rural, de formation, d'aide aux institutions de service social et d'aide d'urgence complètent le programme, dont les objectifs immédiats sont les suivants:

- a) **Relèvement de l'infrastructure rurale:** Encourager la participation aux travaux de relèvement et d'amélioration de l'infrastructure villageoise, notamment canaux d'irrigation, routes secondaires et tertiaires, petits barrages et digues; creusement d'étangs et forage de puits; défrichage de terres agricoles; et construction d'équipements communautaires.
- b) **Plans de crédit rural:** Réduire l'endettement rural récurrent qui caractérise les communautés à déficit alimentaire en constituant des banques de riz et des banques de semences sous gestion communautaire.
- c) **Mise en valeur des ressources humaines:** Renforcer l'efficacité des plans de formation au niveau local dans les zones rurales, y compris formation technique et professionnelle, alphabétisation, soins de santé primaires et garderies communautaires.
- d) **Appui aux services sociaux publics:** Encourager notamment les personnes atteintes de tuberculose à se faire traiter et améliorer les possibilités, pour les familles pauvres, de travailler en appuyant les hôpitaux et les crèches.
- e) **Aide d'urgence aux personnes nouvellement déplacées:** Stabiliser les communautés déplacées par les activités militaires et les catastrophes naturelles en fournissant des secours humanitaires pendant la période de déplacement et lors de la réinstallation.

Résultats

24. Les plans qui seront exécutés dans chacune des communes cibles seront arrêtés à l'issue d'une analyse et d'un dialogue menés avec les communautés participantes et les partenaires présents localement. L'expérience de 1994-1995 permet d'envisager la mise en œuvre d'environ 2 000 projets villageois, les résultats ci-après étant prévus:

Activité	Unité	Résultat estimatif
Remise en état de routes vicinales	km	1 400
Remise en état de canaux d'irrigation	km	650
Remise en état de digues et barrages	km	180
Construction d'étangs	étangs	13 000
Forage de puits villageois	puits	650
Défrichage de terres agricoles	ha	3 500
Mécanismes de crédit (banques de riz)	No. de bénéficiaires	165 000
Plans de formation	No. de stagiaires	33 000
Alimentation hospitalière	No. de patients	35 000
Crèches	No. d'enfants	4 000

25. En concentrant son action sur de petits projets villageois, le programme conserve un maximum de souplesse pour ajuster son aide aux besoins nouveaux, quand ils se dessinent. La cartographie annuelle de la pauvreté fait apparaître des changements dans la situation de la sécurité alimentaire des communautés bénéficiaires. Des facteurs tels que disponibilités alimentaires, endettement, emploi, etc. peuvent être suivis périodiquement. On dispose ainsi d'indicateurs appropriés pour mesurer les effets de l'aide alimentaire.

BENEFICIAIRES

26. Les données démographiques dont on dispose traduisent les perturbations civiles et politiques qui ont marqué les 26 années écoulées. Sur une population totale estimée à environ 10,5 millions de personnes, les enfants âgés de moins de 15 ans comptent pour environ la moitié. Depuis le début des années 80, le taux de fécondité est resté élevé. On l'estime actuellement à 43 pour mille. On estime, par ailleurs, qu'environ 56 pour cent des personnes âgées de plus de 18 ans et 60 à 65 pour cent des personnes âgées de plus de 35 ans sont des femmes. Les taux de mortalité infantile demeurent élevés, un enfant sur six n'atteignant pas son cinquième anniversaire (UNICEF, 1995).
27. L'aide du PAM sera apportée aux communautés qui répondent à un ou plusieurs des critères suivants:
- a) vulnérabilité durable à l'insécurité alimentaire;
 - b) déficit alimentaire au cours d'une année donnée du fait de catastrophes naturelles;
 - c) communauté comptant des personnes déplacées;
 - d) communauté comptant des personnes déplacées puis revenues ou réinstallées;
 - e) communauté comptant au moins 25 pour cent de rapatriés vulnérables.
28. La liste des communes cibles établie en mars 1996 comprend 303 communes, soit une population totale d'environ 2,2 millions de personnes. Une liste séparée de 88 communes de plus a été établie, qui sont considérées comme des cibles d'urgence. Il s'agit de zones où voisinent des populations présentant des caractéristiques spéciales (personnes déplacées, rapatriés) ayant besoin d'une aide alimentaire, et une population en place qui peut, elle, jouir de la sécurité alimentaire. Les effectifs vulnérables de ces communes sont chiffrés à 150 000 personnes.
29. Pour la période allant du début 1997 à la mi-1998, on compte qu'au total environ 1,7 million de personnes auront besoin d'une assistance pendant une durée moyenne de deux mois et demi.
30. D'après l'enquête socio-économique 1993-1994 sur le Cambodge, 21,2 pour cent du total des ménages ont une femme à leur tête, cette proportion passant à 51,6 pour cent dans les ménages vulnérables. La représentation des femmes dans les fonctions de direction et de supervision est faible, malgré leur rôle traditionnellement important dans la gestion des ménages, y compris pour les questions financières. Les ménages ayant une femme à leur tête sont en général plus démunis, et manquent souvent d'une main-d'oeuvre suffisante, ont un faible niveau d'éducation et rencontrent plus d'obstacles que d'autres dans l'accès au crédit.
31. Dans la division du travail, aucun préjugé sexuel n'exclut les femmes d'une éventuelle participation aux activités vivres-contre-travail. Les femmes compteront pour moitié au moins dans la main-d'oeuvre qui bénéficiera de l'opération du PAM. Le MDR fera en sorte

que les femmes soient adéquatement représentées dans tous les comités de développement villageois qui seront constitués, à titre d'organismes locaux de contrepartie, pour élaborer les activités du projet et les mener à bien. Il est reconnu que les femmes manquent souvent de la force physique requise pour une pleine participation à certaines activités. Les activités vivres-contre-travail seront conçues de manière à ce que le choix des activités et la répartition des tâches permettent aux femmes de participer pleinement, et de recevoir une part adéquate de l'aide alimentaire. Une initiative, actuellement en cours d'élaboration, et qui sera prochainement élargie, consiste à assurer dans le cadre des activités vivres-contre-travail des services de garde d'enfants dans les communes cibles. En outre, les femmes continueront d'être les bénéficiaires prioritaires des actions communautaires d'alphabétisation, de formation professionnelle, et des différents services d'appui communautaire. Un projet d'éducation à l'espacement des naissances que le Ministère de la condition féminine prévoit de mettre en oeuvre dans cinq provinces est un exemple de ce qui peut être fait.

RATIONS ET BESOINS D'AIDE ALIMENTAIRE

32. La contribution du PAM apportera en moyenne environ 18 pour cent de la ration énergétique annuelle de la population bénéficiaire. Les participants aux activités de relèvement vivres-contre-travail sont rémunérés à la pièce, selon les normes de travail établies. Dans les hôpitaux et les crèches, les rations journalières s'établissent entre 300 et 450 grammes de riz, 20 à 30 grammes de poisson en boîte et 20 à 25 grammes d'huile végétale, selon que les bénéficiaires sont des enfants ou des adultes. Une ration complète, comprenant aussi 10 grammes de sel, sera fournie exclusivement dans les situations d'urgence. Le sel permettra de parer aux carences en iode qui sont très fréquentes dans la région. L'Annexe II donne la ventilation des besoins en produits, par activité, ainsi qu'une estimation du nombre des participants à chaque plan.
33. Parmi les produits du PAM, seul le poisson en boîte n'est pas un aliment traditionnel au Cambodge. Toutefois, les bénéficiaires connaissent bien ce produit qui est très apprécié depuis son introduction dans des projets antérieurs, et notamment depuis l'opération sur la frontière. La ration fournie n'entraîne aucune demande supplémentaire de combustible.
34. Les besoins alimentaires totaux, au titre de la présente intervention, s'établissent comme suit:

Produits	Quantité (tonnes)
Riz	64 000
Poisson en boîte	1 445
Huile végétale	1 265
Sel	180

MODALITES DE MISE EN OEUVRE

35. Le MDR est le principal organe de coordination des activités de relèvement de l'infrastructure rurale. Le ministère prendra le relais de la mise en oeuvre des activités

vivres-contre-travail appuyées par le PAM. La transition se fera progressivement à mesure qu'appui et formation seront mis en place pour améliorer les capacités institutionnelles et financières. Pendant les deux années à venir, les ONG internationales et nationales, les autres organismes des Nations Unies, et d'autres branches de l'administration continueront d'intervenir en qualité de partenaires d'exécution, en restreignant peu à peu leur rôle.

36. Le PAM compte six annexes régionales, dotées chacune de cinq à sept agents. Chacune de ces annexes est responsable de l'élaboration, de la gestion et du suivi des activités dans deux ou trois provinces. Là où il n'existe pas d'annexe régionale, le PAM est représenté par deux à trois agents, qui partagent les locaux de la CRC. Au total, le PAM est directement représenté dans 15 provinces, ce qui lui permet de suivre de près toutes les activités qu'il appuie, y compris dans les zones rurales reculées.
37. Le bureau de pays du PAM a adopté plusieurs mesures visant à assurer que les problèmes des femmes soient adéquatement pris en compte dans la mise en oeuvre du projet. Un fonctionnaire du PAM de sexe féminin a été désigné pour exercer les fonctions de coordination en ce qui concerne l'aide alimentaire et les femmes. Comme indiqué plus haut, il a aussi été décidé que tous les agents chargés du suivi sur le terrain recevraient une formation sur les problèmes spécifiques aux femmes. Actuellement, 18 pour cent de ces agents sont des femmes. Ce pourcentage devrait être porté à 33 pour cent à la fin de 1996. Toutes les annexes régionales compteront au moins un agent de suivi de sexe féminin au début de l'IPR 5483 (Élarg.3).
38. Les procédures d'approbation, de suivi, d'établissement de rapports et d'évaluation des projets sont bien établies, et exposées dans un manuel de terrain mis au point par le bureau de pays. Une fois qu'un projet d'initiative communautaire a fait l'objet d'une évaluation préalable sur place, un accord est signé entre le village, le PAM et l'organisme d'exécution, dans lequel sont précisés les résultats et les rétributions en vivres. La supervision et le suivi sont assurés en collaboration par l'organisme d'exécution et le PAM.
39. Tous les aspects liés à la logistique alimentaire sont financés par le PAM. Le Programme est responsable de la réception, du transport primaire et de l'entreposage de tous les produits alimentaires. Le PAM exploite des entrepôts dans cinq localités, dans le pays. La CRC est responsable du transport secondaire des produits alimentaires au départ des entrepôts du PAM vers les points de distribution. La CRC dispose de bureaux dans 16 provinces et exploite et entretient un parc de 53 camions, comme le prévoit l'accord susmentionné. A mesure que se mettront en place des sociétés locales de transport, le secteur privé pourra faire des offres pour transporter sous contrat les produits apportés par le Programme. Aucun effort ne sera ménagé pour acheter du riz dans les provinces excédentaires du Cambodge, si les fonds nécessaires sont disponibles.
40. Les distributions alimentaires se font soit sur le lieu de travail, soit à proximité, afin de réduire les déplacements. Les rapports de suivi indiquent qu'en 1995, la plupart des distributions se sont faites dans le sous-district de résidence des participants. Cela permet aux chefs de ménage, généralement une femme, d'exercer un contrôle plus étroit sur les produits alimentaires, quoique aucune étude n'en atteste.

RISQUES

41. Les projections relatives aux besoins alimentaires sont fondées sur l'hypothèse que les récoltes des deux prochaines années se maintiendront au niveau de la récolte 1995/96. Si les précipitations étaient insuffisantes ou décalées, les besoins d'urgence seraient plus

élevés, comme cela a été le cas en 1991 et 1994, quand des inondations et des sécheresses ont spectaculairement multiplié les zones à déficit vivrier. La rupture des ouvrages d'endiguement du Mékong, comme en 1991, pourrait entraîner le déplacement de jusqu'à un million de personnes.

42. La poursuite des troubles civils porte atteinte au programme d'aide et de relèvement en diverses manières. Les personnes déplacées par les combats ont besoin d'une aide pendant des périodes plus ou moins longues. Des projets pourtant fort nécessaires pourraient devoir être reportés pour des motifs de sécurité. S'il y avait escalade des hostilités, les ressources destinées aux activités de relèvement seraient détournées au profit des secours alimentaires d'urgence.
43. La présence de mines antipersonnel représente une grave menace pour les populations dans de vastes régions du pays. L'accès à des terres agricoles par ailleurs tout à fait cultivables est ainsi rendu impossible, ce qui accroît les besoins d'interventions de secours. L'intensification des combats aurait pour effet probable d'accroître le nombre des mines, ce qui ralentirait la remise en état de l'infrastructure.

AUTRES APPORTS

44. Les apports d'assistance technique sont importants pour le relèvement de l'infrastructure rurale. En 1996, l'opération du PAM est parvenue à réunir les contributions essentielles à cet égard. Des fonds destinés à l'assistance technique et aux articles non alimentaires ont été engagés par l'Union européenne (UE) (2,5 millions de dollars) et par le Kreditanstalt für Wiederaufbau allemand (KfW) (5,8 millions de dollars). La contribution de l'UE est prévue pour 1996 seulement, tandis que le financement du KfW sera disponible jusqu'à fin 1997. On espère que de nouveaux arrangements de collaboration renforceront le volume de cette assistance en 1997 et au-delà. Lors de réunions avec la mission d'évaluation préalable du PAM, des représentants de donateurs présents à Phnom Penh ont manifesté leur intérêt pour des apports d'assistance technique aux activités de relèvement de l'infrastructure rurale.
45. En ce qui concerne le programme de lutte antituberculeuse, le KfW fournit des fonds pour l'achat de médicaments. Un prêt de la Banque mondiale, d'un montant de 3,5 millions de dollars pour 1997-2000, contribuera sensiblement à répondre aux besoins de financement de ce programme.
46. Les besoins non alimentaires, chiffrés à 514 600 dollars, ont été inclus dans les coûts de soutien direct de l'opération. Ceux-ci incluent les matériaux, l'outillage et le matériel (399 600 dollars), ainsi que le soutien technique (115 000 dollars). La ventilation de ces coût figure à l'Annexe I.
47. Il est prévu que l'IPR 5483 (Élarg.3) sera suivie en 1998 par un projet à plus long terme de relèvement et de développement rural. Pour l'heure, l'aide apportée doit être très souple pour permettre de répondre rapidement aux crises alimentaires là où elles se produisent. Le remplacement de l'opération actuelle de secours par un projet de développement est subordonné à plusieurs facteurs: un plan gouvernemental de développement à long terme devra être disponible pour s'assurer que le projet contribue à la réalisation d'objectifs nationaux; un certain degré de stabilité et de sécurité devra avoir été atteint; le personnel provincial du MDR devra être adéquatement formé et équipé pour prendre à son compte la responsabilité de l'exécution et du suivi du projet.

SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE

48. A l'issue de l'enquête annuelle sur la récolte de riz, une évaluation par commune est faite par le PAM dans les zones déficitaires ainsi identifiées. Plusieurs indicateurs sont utilisés pour décider lesquelles de ces communautés sont vulnérables à l'insécurité alimentaire:

Habitat	Approvisionnement des villages en eau	Endettement
Accès routier	Accès à la terre	Emploi
Biens		

49. L'évolution de la situation des bénéficiaires peut être suivie en répétant périodiquement les enquêtes. En ce qui concerne les activités particulières appuyées par le PAM, les résultats physiques sont enregistrés parallèlement aux données relatives aux quantités de produits alimentaires fournies et au nombre des bénéficiaires de l'aide. Tout apport additionnel, sous forme d'assistance technique ou d'articles non alimentaires, est aussi enregistré.

50. L'opération au Cambodge a été évaluée en 1994. Cette évaluation s'est concentrée sur l'aide apportée aux personnes déplacées et aux autres groupes vulnérables. Si les secours restent l'un des objectifs essentiels de l'aide du PAM, l'action de ce dernier s'est désormais recentrée sur le relèvement, dans le cadre d'activités vivres-contre-travail. Les activités menées entre 1994 et 1996 seront évaluées, et les enseignements que l'on en tirera serviront à préparer un projet de relèvement et de développement à long terme.

COÛTS DU PROJET

51. Les coûts de l'opération se ventilent comme suit ; les coûts de soutien direct sont détaillés à l'Annexe I.

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛT POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
- Riz	64 000	290	18 56
- Poisson en boîte	1 445	2 300	3 32
- Huile végétale	1 265	950	1 20
- Sel	180	250	45 00
Total partiel, produits	66 890		23 13
Transport extérieur ²		69,43	4 64
TIEM		38	2 54
Total partiel, coûts opérationnels directs			30 31
B. Coûts de soutien direct³			4 73
Total, coûts directs			35 05

C. Coûts de soutien indirect	2 52
Coût total pour le PAM	37 57
COÛT POUR LE GOUVERNEMENT	
- Personnel	128 90
- Bureaux	77 60
- Transport	10 00
Coût total pour le gouvernement	216 50
COÛT TOTAL (PAM et gouvernement)	37 79
Coût pour le PAM en pourcentage du coût total: 99 pour cent	

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays.

² Dans l'hypothèse où tous les produits sont fournis en nature par les donateurs. Les coûts de transport extérieur se trouveront réduits si les produits sont achetés dans la région.

³ Représente les besoins totaux. Les besoins de soutien direct sont ventilés à l'Annexe I.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

52. Le projet est recommandé à l'approbation du Conseil d'administration.

ANNEXE I

BESOINS DE SOUTIEN DIRECT (dollars)

COÛT POUR LE PAM

Personnel (voir détail à l'Annexe II)	
International	1 082 600
Volontaires des Nations Unies	
Consultants internationaux et contrats de louage de services	105 300
Cadres nationaux	
Personnel local et temporaire	984 150
Total partiel	2 172 050
Services de soutien technique	
Évaluation préalable	50 000
Études et enquêtes	100 000
Total partiel	150 000
Voyages et indemnités journalières de subsistance	
Internationaux	30 000
Dans le pays	148 500
Total partiel	178 500
Dépenses de bureau	
Location de locaux	107 250
Services collectifs	33 000
Communications - générales	82 500
Fournitures de bureau	82 500
Réparation et entretien de matériel	19 800
Total partiel	325 050
Utilisation de véhicules	
Dépenses d'exploitation	66 000
Assurance	13 200
Total partiel	79 200
Matériel	
Véhicules (et motocyclettes)	421 120
Matériel informatique	57 920
Matériel d'entreposage	8 250
Autre matériel (préciser)	
Total partiel	487 290
Articles non alimentaires	
Matériaux de construction (routes, irrigation, étangs)	272 600
Matériaux de construction (logements)	47 000
Semences	13 000
Outillage à main, pics, haches	52 000
Petit matériel	15 000
Supervision technique	115 000
Total partiel	514 600
COÛTS POUR LA CRC	494 986
Soutien logistique et administration	
COÛTS POUR LE MDR	
Suivi	334 450
TOTAL DES COÛTS DE SOUTIEN DIRECT	4 736 600

ANNEXE II

VENTILATION DES PERSONNELS

	N. de postes	Grade	Fonction ¹	N. de mois	Taux par poste ²	Catégorie ³	Coût total
INTERNATIONAL⁴							
Directeur de pays	1	D-1					N.A.
Conseiller PAM	1	P-4		18	140 400	F	210 600
Administrateur de projet	1	P-3		18	124 600	F	186 900
Administrateur de projet	1	P-3		6	124 600	F	62 300
Administrateur régional	1	P-3		18	124 600	F	186 900
Administrateur régional	1	P-3		6	124 600	F	62 300
Spécialiste de la logistique	1	P-3		18	124 600	F	186 900
Administrateur (finances)	1	P-3		18	124 600	F	186 900
Conseiller MDR (GST)	1	(P-4 niveau		9	140 400	F	105 300
VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES (VNU)							
CADRES NATIONAUX							
PERSONNEL LOCAL							
Assistants Programme	8	G/6-G/7		18	8 100	F	97 200
Observateurs de l'aide	41	G/4-G/5		18	8 100	F	498 150
Assistants logistique	2	G/6-G/7		18	8 100	F	24 300
Opérateurs d'entrepôts	6	G/4-G/5		18	8 100	F	72 900
Administrations (Commis, etc.)	24	G/1-G/6		18	8 100	F	291 600

¹ Le personnel est ventilé entre les fonctions ci-après:

Soutien logistique - Suivi - Finances - Administration - Opérations portuaires - EDP et entreposage - Autres (à préciser).

² Pour le personnel international on a appliqué les coûts standard tels que calculés par FSB..

³ Les codes ci-après précisent le type de poste (personnel international et VNU):

N = Poste nouveau V = Poste existant, vacant F = Poste existant, pourvu

⁴ Les postes internationaux sont indiqués séparément.

ANNEXE III

BESOINS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR ACTIVITÉ

Activités	Bénéficiaires (No.estimatif de personnes)	Riz	Poisson en boîte	Huile végétale	Sel	Total
VIVRES-CONTRE-TRAVAIL						
RELÈVEMENT DES						
INFRASTRUCTURES RURAL						
Remise en état des ouvrages d'irrigation	400 000	15 0	255	255	-	15 510
Remise en état des routes	500 000	19 0	323	323	-	19 640
Construction d'étangs et de barrages	160 000	6 0	102	102	-	6 200
Recolonisation/préparation des terres	130 000	5 0	85	85	-	5 170
Amélioration des équipements	43 000	1 6	27	27	-	1 650
Total partiel	1 233 000	46 6	792	792	0	48 180
PLANS DE CRÉDIT RURAL						
Banques de riz	165 000	2 5	-	-	-	2 500
Total partiel	165 000	2 5	0	0	0	2 500
MISES EN VALEUR DES						
RESSOURCES HUMAINES						
Formation au niveau local	33 000	2 0	-	-	-	2 000
Total partiel	33 000	2 0	0	0	0	2 000
SERVICES SOCIAUX PUBLICS						
Alimentation hospitalière	35 000	3 5	105	105	-	3 710
Crèches/garderies	4 000	400	8	8	-	416
Total partiel	39 000	3 9	113	113	0	4 126
AIDE D'URGENCE AUX						
PERSONNES DÉPLACÉES DANS						
LE PAYS ET AUX VICTIMES DE						
CATASTROPHES NATURELLES						
Total partiel	240 000	9 0	540	360	180	10 080
Total partiel	240 000	9 0	540	360	180	10 080
TOTAL	1 711 000	64 0	1 4	1 260	180	66 890